

L'axe Berlin-Pékin

La convergence des intérêts des deux champions mondiaux de l'exportation pousse à une alliance de fait entre l'Allemagne et la Chine

Tirée tout comme en Chine par la demande extérieure, la croissance allemande est bien redevenue la locomotive de l'Europe. A la plus grande joie de la chancelière Angela Merkel qui va devoir faire face prochainement à une succession d'élections régionales clés, le rythme de l'activité économique s'est affiché à 3,6 % en 2010, la plus forte progression du PIB depuis sa réunification en 1990. Le "roman-feuilleton de la croissance", pour reprendre les mots de Rainer Brüderle – le ministre de l'Economie –, est appelé à se poursuivre en 2011 avec une croissance estimée à 2,3 %, contre 1,5 % en moyenne dans la zone euro. Côté finances publiques, le cercle vertueux lui aussi se poursuit : le déficit cette année devrait s'afficher à 2,5 % du PIB cette année, un niveau en conformité avec les règles du Pacte de stabilité. L'insolente réussite de l'économie allemande en fait aujourd'hui une référence incontournable en Europe.

Assise sur des réserves de change supérieures à 2 500 milliards de dollars (soit l'équivalent de la richesse d'un pays comme la France), la Chine est aujourd'hui, et ce depuis plusieurs années maintenant, le premier créancier des Etats-Unis. Elle est aussi partie à la conquête du monde, achetant ici où là fleurons industriels, mines et terres arables voire, plus récemment, dette publique européenne. De son côté, l'Allemagne elle aussi a accumulé d'importantes réserves. Certes, nous ne sommes pas là dans une logique de capitalisme d'Etat et lesdites réserves n'y sont pas centralisées par une banque centrale comme en Chine. Il n'empêche que le portefeuille d'investissements à l'étranger effectués par les banques commerciales et les entreprises d'outre-Rhin, dopé par l'envolée des recettes issues de l'exportation, a plus que doublé en l'espace de dix ans pour dépasser les 2 000 milliards de dollars en 2009. Une part non négligeable de cet argent s'est investie dans des actifs ou dans de la dette de pays (aujourd'hui) à risque que sont le Portugal, l'Espagne et la Grèce. D'où la convergence de fait entre Berlin et Pékin lors des grands rounds internationaux – c'était le cas lors de la dernière réunion du G20, qui, tous deux, ont appelé à une plus grande rigueur dans la gestion des déficits publics et ont récusé l'idée avancée par Washington d'instaurer un seuil limite pour les excédents commerciaux.

Sur le plan monétaire, le yuan est notoirement sous-évalué, conférant un surcroît de compétitivité aux produits chinois. Côté allemand, l'euro est une monnaie fluctuant librement. Toutefois, l'impact des réformes entreprises outre-Rhin (contraction des coûts salariaux, instauration d'une TVA sociale... mesures que n'ont pas eu le courage politique de mettre en œuvre ses partenaires) correspondrait, selon une étude rendue publique fin 2010 par l'institut de conjoncture IFO, à une dévaluation intérieure, c'est-à-dire par rapport à ses partenaires européens, de près de 20 % entre 1995 et 2008. De quoi doper la compétitivité des produits made in Germany.

L'Allemagne serait-elle devenue la Chine de l'Europe ? La question, pour incongrue soit-elle, mérite d'être posée tant les intérêts économiques des deux puissances commerciales de la planète peuvent, par certains côtés, sembler convergents.

Pascal LOROT

Le nouvel Economiste, N°1552 - Du 3 au 9 février 2011 – Hebdomadaire